

DANS L'ACTUALITE du 11 au 14 octobre 2013

Textes officiels

JORF n° 0238 du 12 octobre 2013

Transparence de la vie publique

[LOI organique n° 2013-906 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique](#)

[LOI n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique](#)

Conseil constitutionnel

Interdiction de la fracturation hydraulique pour l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures - Abrogation des permis de recherches

[Décision n° 2013-346 QPC du 11 octobre 2013](#)

Jurisprudence

Lettre du TA de Paris n° 35 de Septembre 2013

[Retrouvez la lettre N° 35 de septembre 2013](#)

Réponse ministérielle

Retenue de garantie d'un marché public

[Rép. min. n° 6587, JO Sénat du 10 octobre 2013](#)

Observations sur le compte rendu d'une réunion de conseil municipal

[Rép. min. n° 1574, JO Sénat du 10 octobre 2013](#)

Réglementation relative à l'éclairage nocturne des bureaux et commerces

[Rép. min. n° 33190, JOAN du 8 octobre 2013](#)

Réglementation relative à la signalisation routière sur un chantier de voirie

[Rép. min. n° 31332, JOAN du 8 octobre 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Délégation de service public : le bilan très positif de la loi Sapin menacé par la directive européenne sur les concessions

[Le bilan de la loi Sapin de 1993, qui organise la mise en concurrence dans l'attribution des délégations de service public, est très positif. Mais la transposition de la directive européenne sur les concessions pourrait venir bouleverser le bon fonctionnement actuel de la gestion déléguée.](#)

Source : la gazette des communes du 11/10/2013

La loi Sapin a 20 ans... et un bel avenir ?

[La gestion déléguée des services publics est un modèle éprouvé en France, bien que méconnu des usagers. Elle constitue un fer de lance pour l'exportation des savoir-faire français. Autant de motifs de satisfaction soulignés par les intervenants au colloque de l'Institut de la gestion déléguée qui célébrait, le 10 octobre 2013, le 20ème printemps de la loi Sapin.](#)

Source : le Moniteur du 11/10/2013

Appels d'offres : la fin du rejet systématique des offres irrégulières ?

[Si la faculté de régulariser certaines offres peut être accordée dans le cadre d'un marché passé selon une procédure adaptée \(Mapa\), les choses ne sont pas aussi souples en appel d'offres. Pour Arnaud Latrèche, du conseil général de Côte-d'Or, l'acheteur public peut, dans certains cas, demander des précisions et compléments, voire des corrections, tout en veillant à ne pas déroger au principe d'intangibilité des offres.](#)

Source : le Moniteur du 11/10/2013

Peut-on contester la suspension d'un bon de commande ?

Contrairement au juge de première instance, le rapporteur public, Gilles Pellissier, a proposé au Conseil d'Etat de ne pas ouvrir la jurisprudence Béziers à la décision qui interrompt l'exécution d'un bon de commande. Le bon de commande n'est pas un contrat mais seulement un acte d'exécution du marché

Source: achatpublic.info du 10/10/2013

Urbanisme

Projet de loi ALUR : les nuages passent, mais le PLUI reste

L'automatisme du transfert du plan local d'urbanisme aux intercommunalités a été assoupli au Sénat, le 9 octobre: une minorité de blocage pourra refuser le transfert de compétence, et les communes disposeront de trois ans, à compter de la publication de la loi ALUR, pour achever cartes et révision de périmètres en cours.

Source : le Courrier des maires du 11/10/2013

Alur : la commission des affaires économiques du Sénat supprime les dispositions sur l'urbanisme commercial

La commission des affaires économiques du Sénat, présidée par Daniel Raoul (PS), a achevé dans la soirée du 9 octobre l'examen du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové en modifiant sensiblement le volet urbanisme du texte.

Source : localtis.info du 11/10/2013

Environnement

Gaz de schiste : le Conseil constitutionnel valide la loi du 13 juillet 2011

Le Conseil constitutionnel vient de valider, ce 11 octobre, dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité, la loi du 13 juillet 2011 instaurant l'interdiction de la fracturation hydraulique pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures. La portée de cette décision devrait remettre au centre des débats la réforme du Code minier.

Source : localtis.info du 11/10/2013

Collectivités territoriales

FCTVA : Jean-Marc Ayrault annonce un dégel

[S'exprimant devant les conseillers généraux réunis à Lille à l'invitation du Nord, Jean-Marc Ayrault a annoncé que le FCTVA pourra finalement être revalorisé. Il a rappelé les autres mesures déjà décidées en faveur des finances des départements et a mis l'accent sur l'enjeu de l'égalité des territoires.](#)

Source : localtis.info du 11/10/2013

Nord Pas de Calais : un «après-Xynthia» laborieux

[Pas facile l'après-Xynthia dans le Nord-Pas de Calais ! La Dreal a publié mercredi 9 octobre sur son site les nouvelles cartes d'aléas de submersions marines.](#)

Source : gazette des communes du 11/10/2013

Développement économique

Les classements Unesco et labels touristiques sont-ils des coups gagnants pour le développement économique ?

[Les labels et organismes de classement à vocation culturelle, patrimoniale et touristique pèsent de plus en plus dans les stratégies de développement économique des territoires jusqu'à pousser les villes à reconsidérer leur politique en matière de valorisation touristique et culturelle et évaluer le vrai impact d'un classement.](#)

Source : gazette des communes du 11/10/2013

Transport

Réforme ferroviaire : « Les régions n'auront pas qu'un strapontin au conseil de surveillance de la SNCF », assure Frédéric Cuvillier

[Le ministre des Transport a dévoilé vendredi 11 octobre 2013 dans les ateliers du technicentre Est Européen les grandes lignes de la réforme ferroviaire qui doit être présentée le 16 octobre au Conseil des ministres. Les régions y sont associées, jusqu'à un certain point.](#)

Source : gazette des communes du 11/10/2013

Vu dans les revues

AJDA n° 34-2013 du 14 octobre 2013 p.1961, *Les évolutions des polices municipales – Mutualisation et territorialisation*, par Florence Crouzatier-Durand

La gazette des communes n° 38/2192 du 14 octobre 2013, *Limiter la constructibilité par l'emplacement réservé*, par Elina Asika et Marie-Céline Pelé

Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5733 du 11 octobre 2013 p.57, *Actions en justice des offices publics de l'habitat : le coup de tonnerre*, par Thomas Rouveyran et Aliona Stratula

Presse

La place de la SNCF dans la réforme ferroviaire fait débat

[Selon certains observateurs, la loi va renforcer le pouvoir de la compagnie ferroviaire.](#)

Source : les Echos du 14/10/2013

A Tours, le nouveau tramway transforme la physionomie de la ville

[Depuis le 1er septembre les Tourangeaux ont leur tramway. Desservant 29 stations sur 15 kilomètres, la ligne, émaillée d'œuvres d'art du plasticien Daniel Buren, relie le nord de la ville au sud de l'agglomération, à Joué-lès-Tours \(Indre-et-Loire\).](#)

Source : le Monde du 13/10/2013

Les crèches privées aux côtés du public pour créer des places

[Ces deux dernières années, le secteur privé a créé près d'une place de crèche sur deux. Il propose au gouvernement de l'aider à poursuivre l'effort et faciliter la tâche de tous les acteurs.](#)

Source : les Echos du 11/10/2013